



**NPA**  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

*l'étincelle*

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl MARX

**PSA Cormelles-le-Royal**  
**18 mars 2015**

Pour tout CONTACT :  
[npapsacaen@gmail.com](mailto:npapsacaen@gmail.com)

Blog du SECTEUR AUTO du NPA :  
[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

## **SE PERDRE DANS LES DÉPARTEMENTALES...**

### **...OU PRENDRE L'AUTOROUTE DES LUTTES ?**

*C'est sûr, le gouvernement peut s'en inquiéter, les élections départementales des 22 et 29 mars, tout le monde s'en fiche. D'ailleurs, personne n'y comprend rien. Il s'agirait de voter à ces ex cantonales pour des représentants de départements que le gouvernement voulait supprimer il y a un an (pour faire des économies) et dont près de la moitié des compétences ont été déjà transférées aux régions.*

Personne ne sait à quoi sert le scrutin mais, selon le gouvernement, Valls en tête, c'est le FN qui risque, qui peut, qui va gagner. Alors, sur les radios, les télévisions, la musique gouvernementale est la même. À grands renforts de spots publicitaires, on nous rabâche qu'il faut aller voter et voter bien... PS bien sûr ! Pour une autre politique ? Certainement pas ! Hollande et Valls l'ont martelé ces derniers jours : il est pour eux « hors de question » d'en changer.

#### ***Un gouvernement rabatteur sur les voies sans issue du FN***

Alors, c'est vrai, pourquoi les électeurs voteraient-ils pour le parti au pouvoir qui persiste et signe ? Lui qui est, pour cette raison, le premier responsable de la montée du Front national après trois ans de politique anti-ouvrière.

Pour ne retenir que le pire : la loi pour la « sécurisation » de l'emploi, qui permet une flexibilité sans limite dans les entreprises, de baisser les salaires, d'allonger le temps de travail, de ne plus payer une partie des heures supplémentaires. Et, comme si le patronat n'avait pas déjà tout ce qu'il voulait, le gouvernement nous sort la loi Macron : tout pour mieux licencier, sans limites. **Contre cette loi, une journée de grève interprofessionnelle est prévue à juste titre le 9 avril.**

En réalité, côté FN, personne ne critique la politique anti-ouvrière de Hollande, Valls, Macron, du PS ou de l'UMP avant eux. C'est cette politique qui génère une colère bien légitime, grossièrement détournée par le FN dont l'arrivée au pouvoir n'améliorerait en rien, bien au contraire, le sort des travailleurs. Ceux qui vont voter FN pensent souvent

que c'est le dernier parti qu'on n'a pas encore essayé et qu'il ne peut pas faire pire que le PS ou l'UMP. Ils ignorent, voire pour certains font semblant d'ignorer, que le FN nous réserve encore pire. Preuve en est le racisme et la propagande anti-immigrés qu'il déploie pour nous diviser.

#### ***En avant contre nos vrais ennemis !***

Comme si c'étaient les immigrés qui baissent nos salaires, qui imposaient la flexibilité, qui licencient à tour de bras, qui ferment les usines ! Non, ce sont les grands capitalistes, patrons bien français en tête. Ceux-là mêmes que le FN refuse de dénoncer. Tous ceux qui veulent diviser les travailleurs commencent par accuser les immigrés, puis les chômeurs. À la fin, ce sont tous les ouvriers, tous les salariés, qui finissent dans leur ligne de mire.

Les travailleurs immigrés subissent la crise comme nous, voire davantage. Ils sont nos alliés lorsque nous devons nous battre contre des baisses de salaires, une fermeture d'usine, des suppressions de postes ou des heures supplémentaires non payées.

C'est sûr, les raisons d'être en colère ne manquent pas en ce moment. Mais plutôt que de perdre notre rage en la laissant à des politiciens qui prétendent laver plus blanc, utilisons-la pour porter des coups aux patrons : **augmentation des salaires, interdiction des licenciements, contrôle des profits !** Dans n'importe quel secteur, une lutte, même partielle, même limitée, peut devenir rapidement l'affaire de tous. À condition qu'elle cherche à se coordonner avec d'autres. Vu le nombre de mécontents, ce ne sont pas les partenaires potentiels qui manquent...

## **Non aux sanctions, oui aux embauches**

Depuis plusieurs semaines, les sanctions se multiplient dans notre usine. Des collègues se sont vus infliger des rapports d'incident au nom de la sécurité, alors que la rapidité des cadences et les postes non remplacés obligent souvent à courir ou à transporter des charges excessives. La direction voudrait nous « encourager » à partir qu'elle ne s'y prendrait pas autrement.

En tous cas, si le directeur veut garantir la sécurité, il n'a qu'à embaucher et diminuer les cadences.

## **La paye, ça n'attend pas**

La direction sait-elle gérer nos compteurs ? On peut constater régulièrement que des H+ ne sont payés que le mois suivant. Et vu le niveau de nos salaires, ça devient vite pénible d'être payé en retard. Les factures, elles, n'attendent pas.

Être payé en temps et en heure, c'est pourtant le minimum.

## **Tolérance zéro contre l'insécurité**

Mardi 24 février à Poissy, un ouvrier est tombé dans une fosse de 80 cm de profondeur. Il s'est blessé à l'épaule, au genou et au bassin. Les pompiers l'ont transporté à l'infirmerie. Mais voyant qu'on ne s'occupait de lui qu'avec des pains de glace, le collègue est parti pour se faire soigner correctement.

Comme par hasard, les formulaires de déclaration d'accident du travail n'ont pas été remis au salarié le jour-même. PSA lui a demandé de revenir le chercher le vendredi malgré son arrêt... et ne lui a pas donné.

Un RG a lui-même dit : « *Je vais faire tout ce que je peux pour que ton accident ne soit pas reconnu.* » Une belle mentalité de voyous !

## **Ils nous prennent pour leurs esclaves**

Toujours à Poissy, un CE exceptionnel tenu mercredi dernier a annulé le chômage prévu moins de 48 heures après. Et tant pis pour ceux qui avaient prévu de faire quelque chose de cette journée de repos forcé.

Si on les laisse faire, c'est dans tout le groupe que ces pratiques de négrier vont se répandre. Raison de plus pour refuser ici l'overtime. Ce sera une aide pour les camarades qui y sont passés pour faire revenir leur direction de site en arrière.

## **De retour parmi les 40 voleurs**

Lundi 23 mars, PSA va faire son retour dans le CAC 40. Pas vraiment de quoi nous mettre en extase. Cependant, une telle annonce contraste avec les discours de la direction sur la fragilité de PSA, qui ne servent qu'à nous faire avaler la pilule de la

dégradation des salaires et des conditions de travail.

Profitons donc de cette annonce : allons chercher des augmentations de salaire et des embauches supplémentaires pour fêter ça à notre manière.

## **Mêmes attaques, même combat**

Puisque les profits étaient au rendez-vous pour PSA Europe en 2014, cette division va... supprimer des postes. C'est au tour des filiales commerciales de trinquer. Un quart des effectifs en moins en Belgique et aux Pays-Bas, 150 emplois supprimés sur 427 au siège allemand du groupe.

Pour augmenter ses bénéfices, le patron s'attaque à tous ses salariés. Nous aurons besoin de ces alliés pour construire la riposte.

## **Vive la grève des routiers**

Avant-hier lundi, les routiers étaient à nouveau en grève pour leurs salaires. À Caen, l'A84 était encombrée de camions sur plus de 5 kilomètres en direction de Rennes.

Des patrons qui pleurent misère en invoquant la concurrence, des salaires en berne... ça nous rappelle quelque chose...

## **Un plan foireux**

Ce mois-ci une vingtaine d'anciens salariés de Renault-Flins ont reçu des chèques allant de 20 000 à 100 000 € suite à la condamnation de Renault au Conseil des Prud'hommes. En 2009, ces salariés faisaient partie d'un plan de départ « volontaire » en retraite anticipée. Mais ensuite la législation sur les retraites a changé, ils se sont retrouvés sans ressources, certains pendant 30 mois, puis ont eu des retraites amputées de 100 à 200 euros mensuels.

Renault ne pouvait ignorer la réforme des retraites qui allait être instaurée après 2009, il y a donc eu arnaque.

## **Des patrons qui savent taxer**

Ecomouv', qui était chargée de collecter l'écotaxe, aujourd'hui supprimée, vient de recevoir de l'Etat 403 millions d'euros. C'est la moitié des 800 millions d'indemnités prévues initialement.

Les 190 salariés de la société ont été licenciés avec des indemnités au ras des pâquerettes (5 ou 6 mois de salaire selon l'ancienneté et un an de congé formation). La quasi-totalité du pactole va être empochée par les patrons d'Ecomouv'.

En voilà, des « assistés » qui coûtent cher.

## **Dicton du jour**

« Si ton patron se tue à t'expliquer quelque chose, sois patient, attends qu'il ait fini de parler » – auteur anonyme.